

devenu le plus puissant facteur dans l'établissement de la nation canadienne. L'Allemagne, de même que les Etats-Unis, ont dû reconnaître que le Canada est un grand pays, ayant une nationalité propre, une fertilité et des ressources qui lui assurent le respect de toutes les nations du globe.

Ce qui se passe aujourd'hui comporte aussi une leçon pour la mère patrie. L'Angleterre et les hommes d'Etat anglais, pour une raison ou pour une autre, ont été longtemps convaincus que le libre-échange était le système le plus avantageux pour ce pays. L'inanité de cette doctrine est maintenant démontrée, et jamais nous n'avons eu une preuve plus concluante que le Canada, grâce à son tarif, a pu obtenir des Etats-Unis un traitement que n'aurait pu obtenir aucun pays n'ayant pas de tarifs, n'ayant pas de flèches dans son carquois.

S'il est une chose évidente pour les hommes d'Etat anglais d'aujourd'hui, c'est qu'ils ont commis une formidable erreur en supposant que le libre-échange peut servir à assurer un traitement équitable de la part des autres pays.

Il existe actuellement en Angleterre un puissant parti qui comprend qu'un tarif protecteur et même des droits d'exportation sont les seuls moyens d'obliger les autres nations à accorder à leur pays un traitement plus juste.

Je répète donc que le résultat le plus clair des récents événements c'est que la politique nationale inaugurée ici, il y a nombre d'années, a fini par triompher, est devenue universellement acceptée par la population, sans en excepter les honorables membres de la droite, et qu'elle peut être mise à contribution pour nous obtenir des droits qui, autrement, nous seraient refusés.

Mais nous ne devons pas nous laisser decevoir par le lettre doucereuse du secrétaire Knox, que l'honorable ministre des Finances nous a lue cet après-midi avec une si évidente satisfaction. Mon honorable ami ne devient réellement éloquent que lorsqu'il enfile la voix et prend un ton pathétique, comme il l'a fait cet après-midi, en nous donnant communication de cette lettre. Mais, il n'y a rien dans cette lettre du secrétaire Knox. Pour avoir la mesure de l'amitié des Etats-Unis, il faut étudier leur but et non les lettres de leurs diplomates.

Le tarif actuel des Etats-Unis est très hostile au Canada. Mais il est inspiré—et nous ne pouvons pas en blâmer les Américains—par un sens profond de politique nationale. Il a en vue la protection des industries américaines. C'est pour atteindre ce but que nos voisins ont adopté un tarif ouvertement hostile aux produits du Canada. Ce tarif est une menace pour nous;

il est vrai qu'il n'a pas été conçu dans cette forme par inimitié pour nous, mais pour protéger les industries américaines, et sous ce rapport, il a donné des résultats surprenants.

Voici donc le conseil que je donne à la Chambre et au pays: Nous venons de régler amicalement une question qui aurait pu entraîner une guerre de tarif, mais il n'y a encore rien de fait pour éliminer du tarif américain les dispositions hostiles aux produits canadiens qui trouvent un marché aux Etats-Unis et notre devoir est de persévérer dans cette politique nationale dont nous nous sommes si bien trouvés dans la présente occurrence, de ne pas y renoncer, de ne pas nous mettre dans l'idée que les protestations d'amitié du secrétaire Knox sont une compensation aux injustices du tarif américain.

Ce tarif est encore en vigueur et les Américains entendent le conserver. Après le succès que nous venons d'obtenir—si c'en est un, je suis prêt à le concéder— nous avons plus que jamais le devoir de maintenir une ferme politique nationale et un tarif protecteur pour répondre aux injustices du tarif américain. Si un droit d'exportation sur la pâte de bois a contribué à amener ce résultat, pourquoi n'aurions-nous pas également des droits d'exportations sur le bois de construction, sur le nickel, sur l'amiant et certains autres produits qui se trouvent exclusivement au Canada et qui sont actuellement exportés aux Etats-Unis pour fournir de l'ouvrage aux ouvriers des Etats-Unis, des bénéfices aux industriels américains et du prestige à cette nation?

La politique nationale a donné de si beaux résultats que ce qu'il nous faut à présent, c'est une plus large application de cette même politique qui nous permet d'utiliser les armes que nous avons pour faire bien comprendre à nos voisins que nous sommes fermement décidés à travailler à l'établissement de notre nationalité et au développement de nos ressources.

J'aborde maintenant une autre question dont la Chambre est déjà saisie et qui doit être réglée. Nous ne devons plus permettre aux Américains d'obtenir des privilèges dans notre pays, de venir barrer nos rivières, d'exporter l'énergie développée dans les eaux canadiennes pour encourager les industries américaines. Du moment que nous aurons fait comprendre à nos voisins, non seulement qu'ils ne peuvent pas se procurer notre bois à pâte, mais aussi qu'ils ne peuvent pas s'emparer de nos chutes d'eau, ils viendront encore à Ottawa et offriront des concessions: ils se montreront disposés à abaisser les droits dont sont frappés les produits canadiens exportés sur leurs marchés.

Nous sommes en position d'obliger nos cousins des Etats-Unis à venir ici et à nous aider à développer nos ressources nation-